



UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CCITT

COMITÉ CONSULTATIF
INTERNATIONAL
TÉLÉGRAPHIQUE ET TÉLÉPHONIQUE

D.600 R

(11/1988)

SÉRIE D: PRINCIPES GÉNÉRAUX DE TARIFICATION –
TAXATION ET COMPTABILITÉ DANS LES SERVICES
INTERNATIONAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
RECOMMANDATIONS APPLICABLES DANS LA
RÉGION AFRIQUE

**FIXATION DES QUOTES-PARTS DE
RÉPARTITION ET DES TAXES DE PERCEPTION
DANS LES RELATIONS TÉLÉPHONIQUES
ENTRE PAYS D'AFRIQUE**

Réédition de la Recommandation D.600 R du CCITT
publiée dans le Livre Bleu, Fascicule II.1 (1988)

NOTES

- 1 La Recommandation D.600 R du CCITT a été publiée dans le fascicule II.1 du Livre Bleu. Ce fichier est un extrait du Livre Bleu. La présentation peut en être légèrement différente, mais le contenu est identique à celui du Livre Bleu et les conditions en matière de droits d'auteur restent inchangées (voir plus loin).
- 2 Dans la présente Recommandation, le terme «Administration» désigne indifféremment une administration de télécommunication ou une exploitation reconnue.

**FIXATION DES QUOTES-PARTS DE RÉPARTITION ET DES TAXES
DE PERCEPTION DANS LES RELATIONS TÉLÉPHONIQUES
ENTRE PAYS D'AFRIQUE**

Introduction

Lorsque, dans leur pleine souveraineté, les Administrations des pays d'Afrique négocient entre elles des accords en vue de déterminer les quotes-parts de répartition et lorsqu'elles fixent les taxes de perception à appliquer dans leurs relations téléphoniques, il est recommandé qu'elles prennent en considération:

- pour la détermination des quotes-parts et des taxes de répartition, les dispositions du § 2 (détermination des quotes-parts de répartition) de la présente Recommandation;
- pour la fixation des taxes de perception, les directives du § 3 de la présente Recommandation;
- pour la tarification et la rémunération des moyens utilisés en ce qui concerne le service téléphonique international assuré par satellite, les dispositions du § 4 de la présente Recommandation;
- pour la tarification des relations frontalières, les directives du § 5 de la présente Recommandation.

1 Explication de certains termes ou certaines expressions utilisés dans la présente Recommandation

L'explication de certains termes ou de certaines expressions utilisés dans la présente Recommandation se trouve dans la Recommandation D.000.

2 Détermination des quotes-parts de répartition dans les relations téléphoniques entre pays africains

2.1 Considérations générales

2.1.1 L'établissement de toute communication internationale faisant intervenir à la fois le réseau international et les réseaux nationaux des pays terminaux, la détermination des quotes-parts de répartition revenant à chaque pays est fondée sur la prise en compte de trois éléments essentiels qui font l'objet de normes de tarification distinctes:

- la partie «ligne» (transmission) du réseau international, qui comprend les différents systèmes de transmission utilisés et est fonction de la distance;
- le centre international, c'est-à-dire la partie «commutation» du circuit international, plus l'équipement de transmission terminal;
- la partie «prolongement national», expression qui sert à désigner la partie du réseau national des pays terminaux mise à contribution.

2.1.2 Dans certains cas particuliers, lorsque la partie «ligne» (transmission) d'une relation internationale se trouve être:

- un faisceau troposphérique,
- une liaison radioélectrique,
- une liaison par satellite,

les dispositions de la présente Recommandation relatives à la détermination de la partie de la quote-part de répartition fonction de la longueur de circuit international ne sont pas applicables et les quotes-parts de répartition doivent être déterminées par accord entre les Administrations intéressées.

2.2 Zones de taxation

Pour la fixation des quotes-parts de répartition, chaque pays peut être divisé en zones de taxation. Des zones de taxation différentes peuvent, le cas échéant, être définies dans un même pays pour le trafic échangé avec des pays différents.

Il est désirable que le nombre de zones de taxation pour le trafic international dans un pays soit réduit au minimum. Dans le cas de relations entre pays non limitrophes, un même pays ne devrait, en règle générale, constituer qu'une seule et même zone de taxation.

2.3 *Calcul des distances (partie «ligne»)*

2.3.1 *Distances à prendre en considération*

2.3.1.1 *Cas général*

2.3.1.1.1 Pour la détermination de la quote-part de répartition revenant à un pays pour l'utilisation des circuits internationaux, la distance à prendre en considération est:

dans un pays terminal

– *la distance à vol d'oiseau* entre:

- a) le point où le circuit international traverse la frontière, et
- b) le centre international où aboutit le circuit;

dans un pays de transit

– *la distance à vol d'oiseau* entre les deux points de traversée de la frontière de ce pays par le circuit international.

2.3.1.1.2 Les mêmes dispositions s'appliquent pour la détermination des distances à vol d'oiseau à prendre en considération pour les groupes primaires et secondaires.

Les dispositions ci-dessus relatives au calcul des distances s'appliquent aux circuits internationaux tant sur faisceaux hertziens qu'en câbles terrestres.

2.3.1.2 *Cas particuliers*

2.3.1.2.1 *Faisceaux hertziens franchissant la mer ou un pays tiers*

Dans le cas de traversée de frontières par un circuit international en faisceau hertzien passant, sans station de relais intermédiaire, au-dessus d'un pays tiers ou au-dessus de la mer, on prendra comme point de traversée de la frontière, pour la mesure de la longueur de ce circuit, le point situé à égale distance des deux stations de relais situées de part et d'autre des frontières.

2.3.1.2.2 *Câbles sous-marins*

Dans le cas de circuits internationaux en câbles sous-marins, les dispositions suivantes sont à adopter pour le calcul des distances:

- a) en ce qui concerne la section terrestre du circuit, la distance sera calculée conformément aux règles générales (distance à vol d'oiseau), en admettant que le point où le circuit traverse la frontière est situé à la station de câble sous-marin;
- b) en ce qui concerne la section en câble sous-marin, la distance retenue sera la distance «réelle» entre les stations d'atterrissage du câble sous-marin, distance réelle fixée par accord entre les propriétaires du câble; cette distance sera divisée de façon appropriée (normalement par moitié) entre les pays à l'extrémité du câble.

2.3.1.2.3 *Itinéraires particuliers*

Dans des circonstances exceptionnelles, la distance à vol d'oiseau d'après laquelle sont calculées la taxe terminale ou la taxe de transit peut faire l'objet de majorations pour tenir compte d'itinéraires très particuliers empruntés par les circuits internationaux. Par exemple, dans le cas d'un pays de transit direct, la distance à vol d'oiseau entre les points de traversée des frontières à l'entrée et à la sortie d'un circuit peut (dans des conditions exceptionnelles) être remplacée par une longueur résultant de l'addition de deux segments à vol d'oiseau constituant une ligne brisée, etc.

2.3.2 *Possibilité de pondération des distances*

En ce qui concerne le calcul des distances à vol d'oiseau pour la section internationale, une pondération en fonction du nombre des circuits est normalement effectuée en vue de simplifier la comptabilité lorsque, dans une relation de trafic déterminée, il existe:

- plusieurs artères internationales d'itinéraires différents aboutissant à un centre international;
- plusieurs centres internationaux desservant dans un même pays la relation de trafic considérée.

Cette pondération sert à déterminer une longueur à vol d'oiseau pour la fixation des quotes-parts de répartition relatives à la section internationale et elle subsiste aussi longtemps que la structure du réseau n'est pas profondément modifiée. Cette longueur de la section internationale est utilisée pour fixer l'élément «section internationale» pour les quotes-parts relatives à l'ensemble des circuits téléphoniques, des groupes primaires et des groupes secondaires internationaux.

2.3.3 Arrondissement des distances

2.3.3.1 Les distances, mesurées comme il est indiqué ci-dessus, sont, par la détermination des quotes-parts de répartition, arrondies à 50 km ou au multiple de 50 km immédiatement supérieur.

2.3.3.2 Cette règle d'arrondissement des distances est valable aussi bien dans chacun des deux pays terminaux que dans chacun des pays de transit et s'applique à la distance totale calculée pour chaque pays. Elle s'applique d'autre part pour la rémunération des Administrations tant sur une base forfaitaire en fonction des moyens de transmission mis à disposition que sur la base des unités de trafic effectivement acheminées.

2.3.3.3 Lorsqu'il est procédé à la pondération des distances conformément aux dispositions du § 2.3.2, l'arrondissement est effectué uniquement après le calcul de la distance pondérée.

2.3.4 Existence de plusieurs voies d'acheminement dans une même relation

Lorsque, dans une relation déterminée, il existe plusieurs voies empruntant des pays de transit différents, ces pays de transit reçoivent dans tous les cas la quote-part ou la rémunération forfaitaire qui leur revient normalement, en fonction de la distance entre points d'entrée et de sortie; l'égalisation des taxes de perception dans une relation comportant des voies d'acheminement différentes est supportée uniquement par l'Administration du pays de départ et il n'est procédé à aucune contraction des sommes revenant aux pays de transit.

2.4 Normes de tarification à appliquer en vue de l'établissement de la comptabilité internationale ¹⁾

Dans le cadre de l'établissement de la comptabilité internationale, deux méthodes sont prévues pour la rémunération des moyens mis à disposition entre Administrations:

- méthode de rémunération par unités de trafic;
- méthode de rémunération forfaitaire des moyens mis à disposition.

2.4.1 Méthode de rémunération par unités de trafic

Pour la détermination des quotes-parts de répartition revenant à chaque pays, il est recommandé d'appliquer, *par minute de conversation*, les normes de tarification indiquées ci-après; toutefois, ces normes constituent un plafond que les Administrations s'engagent à ne pas dépasser:

1) En ce qui concerne le réseau international

a) Exploitation manuelle

- par 100 km de circuit international (à l'exclusion de tout circuit national utilisé éventuellement pour raccorder le centre international au centre national dont dépend l'abonné) 17 centimes-or
- pour le centre international manuel du pays de départ ou d'arrivée 60 centimes-or^{a)}
- pour un centre international manuel d'un pays de transit 65^{b)} centimes-or^{a)}

b) Exploitation semi-automatique et automatique

- par 100 km de circuit international (à l'exclusion de tout circuit national utilisé éventuellement pour raccorder le centre international au centre national dont dépend l'abonné) 16 centimes-or

¹⁾ Utilisation pour la comptabilité internationale de la durée taxée au lieu de la durée de conversation

En fonction de leurs équipements, certaines Administrations peuvent être amenées à utiliser pour la comptabilité internationale des durées taxées au lieu de durées de conversation, les durées taxées étant, par exemple, fournies par les tickets des opératrices. Dans de tels cas, l'Administration du pays d'origine consultera l'Administration du pays de destination et, le cas échéant, des pays de transit aux fins de savoir s'il est nécessaire d'ajuster le nombre de minutes servant de base à la comptabilité pour tenir compte de la légère différence susceptible d'exister entre la durée taxée effectivement utilisée et la durée de conversation à utiliser normalement pour la comptabilité en application de la Recommandation D.150 et de la présente Recommandation.

2) *Pour le centre international (y compris l'équipement terminal de transmission)*

- par an et par circuit international raccordé

<i>Exploitation manuelle</i>	<i>Exploitation automatique</i>
$0,60^{a)} \times 35\,000^{b)}$ = 21 000 francs-or	$0,46^{a)} \times 40\,000^{c)}$ = 18 400 francs-or

3) *Pour le prolongement national*

- par an et par circuit international raccordé

<i>Exploitation manuelle</i>	<i>Exploitation automatique</i>
$PN^{d)} \times 35\,000^{b)}$	$PN^{d)} \times 40\,000^{c)}$

^{a)} La part afférente à l'équipement terminal de transmission (une extrémité) est comprise dans les montants de 60 centimes-or et 46 centimes-or.

^{b)} Nombre moyen de minutes de trafic acheminées par an et par circuit téléphonique international exploité manuellement.

^{c)} Nombre moyen de minutes de trafic acheminées par an et par circuit téléphonique international exploité semi-automatiquement ou automatiquement.

^{d)} PN représente le montant, par minute de conversation, de la quote-part à fixer par chaque Administration pour le prolongement des communications sur le territoire national.

4) Les redevances destinées à rémunérer l'équipement terminal de transmission sont comprises dans les redevances mentionnées au point 2) du présent § 2.4.2.2 et déterminées en fonction des prix de revient; elles s'élèvent par extrémité à:

- francs-or pour un groupe secondaire^{e)};
- francs-or pour un groupe primaire^{e)};
- francs-or pour un circuit^{e)}.

^{e)} Ces montants seront fournis à l'occasion de la prochaine étude de prix de revient.

2.4.3 Toutes les valeurs mentionnées au § 2 sont reprises dans les trois tableaux faisant l'objet des annexes A, B et C.

3 Fixation des taxes de perception dans les relations téléphoniques entre pays africains

3.1 Considérations générales

La fixation des taxes de perception est une affaire nationale. Bien qu'en général les Administrations établissent des taxes de perception d'après les taxes de répartition, ces deux taxes peuvent ne pas être identiques parce que, par exemple:

- a) dans la plupart des pays, les taxes de perception et les taxes de répartition sont exprimées en unités monétaires différentes;
- b) les taxes de perception et les taxes de répartition peuvent se calculer à partir d'unités de trafic différentes;
- c) la valeur des unités monétaires nationales peut subir les fluctuations par rapport au franc-or;
- d) les taxes de perception peuvent être influencées par la politique fiscale du gouvernement;
- e) les Administrations fixent fréquemment des taxes de perception communes pour des zones géographiques ou des groupes de pays;
- f) dans de nombreuses relations, il peut y avoir différentes voies avec différentes taxes de répartition, pour lesquelles une seule taxe de perception doit être appliquée.

3.2 Zones de taxation

Pour la fixation des taxes de perception, chaque pays peut être divisé en zones de taxation. Des zones de taxation différentes peuvent, le cas échéant, être définies dans un même pays pour le trafic échangé avec des pays différents.

Il est désirable que le nombre des zones de taxation pour le trafic international dans un pays soit réduit au minimum. Dans le cas de relations entre pays non limitrophes, un même pays ne devrait, en règle générale, constituer qu'une seule et même zone de taxation.

La création de zones pour la fixation des taxes de perception n'implique pas l'adoption d'une mesure similaire pour la détermination des quotes-parts de répartition, la réalisation d'une pondération appropriée devant permettre d'éviter une telle mesure. Réciproquement, l'adoption de zones pour la fixation de quotes-parts de répartition (voir le § 2.2) n'entraîne pas l'obligation de créer des zones pour la détermination des taxes de perception.

3.3 Fixation des taxes de perception

3.3.1 La taxe de perception devrait, en principe, être équivalente en monnaie nationale à la taxe de répartition. Si, tenant compte des éléments des § 3.1 et 3.2, une Administration désire fixer une taxe de perception à un montant supérieur ou inférieur à l'équivalent direct de la taxe de répartition, cette Administration peut appliquer un coefficient multiplicateur K. Ce facteur K, appliqué à la taxe de répartition dans la relation considérée, ne devrait pas être supérieur à 1,5.

En règle générale, les Administrations devraient s'efforcer d'éviter que les taxes applicables aux deux sens de trafic d'une même relation soient trop dissymétriques et devraient essayer de se mettre d'accord sur l'application du même coefficient K. Les taxes de perception devraient être fixées à des niveaux raisonnables et l'application du coefficient K = 1,5 constitue une limite maximale qu'il n'y a pas lieu d'utiliser systématiquement. Le coefficient K peut être différent pour les différentes relations exploitées par une même Administration.

Remarque – Il convient de souligner que l'application d'un coefficient K ne doit avoir aucune influence sur la comptabilité internationale.

3.3.2 Quand il s'agit de fixer les taxes de perception dans une relation assurée à la fois en service automatique et en service semi-automatique, chaque Administration devrait décider de fixer ses taxes:

- soit en établissant des taxes différentes pour chaque méthode d'exploitation;
- soit en établissant une taxe de perception unique pondérée en fonction du volume correspondant à chaque type de trafic.

3.4 Exemples d'application des normes de tarification mentionnées dans le § 2 en vue de la fixation des taxes de perception en francs-or

Les tableaux ci-après ont pour objet de fournir des exemples d'application des normes de tarification pour le calcul des taxes de répartition et montrent la façon dont il est possible d'utiliser ces taxes de répartition pour établir des barèmes de taxes de perception (en francs-or) applicables dans la région Afrique.

Ces barèmes s'inspirent du principe de l'établissement d'un système de tarification progressive en fonction de la distance et comportent en conséquence des échelons de taxation correspondant à des paliers de distance de 500 km et 1000 km.

Pour ne pas aboutir à des différences trop importantes entre taxes de perception et taxes de répartition pour les distances faibles (par exemple, dans les relations entre pays voisins), un facteur K à peine supérieur à 1 a été appliqué, tandis que pour les distances relativement plus grandes un facteur K plus élevé semble pouvoir être retenu.

3.4.1 Exploitation téléphonique manuelle internationale

Paliers de distance ^{a)}	Taxes de répartition			Taxes de perception			Coeffi- cient K
	Quote-part indépendante de la distance (en francs-or)	Quote-part fonction de la distance ^{a)} (en francs-or)	Total (en francs-or)	Quote-part indépendante de la distance (en francs-or)	Quote-part fonction de la distance ^{a)} (en francs-or)	Total (en francs-or)	
0 à 500 km	3,00 ^{b)}	0,85	3,85	3,18	0,90	4,08	1,06
500 à 1000 km	3,00	1,70	4,70	3,18	1,80	4,98	
1000 à 1500 km	3,00	2,55	5,55	3,18	2,70	5,88	
1500 à 2000 km	3,00	3,40	6,40	3,18	3,60	6,78	
2000 à 3000 km	3,00	5,10	8,10	3,18	5,40	8,58	
3000 à 4000 km	3,00	6,80	9,80	3,18	7,20	10,38	
> 4000 km (5000 km)	3,00	8,50	11,50	3,45	9,77	13,22	

^{a)} Pour le calcul de la quote-part de répartition fonction de la distance, la distance maximale de chaque palier a été prise en considération.

^{b)} Le calcul de cette quote-part s'effectue de la façon suivante:

	Pays d'origine	Pays de destination
Prolongement national	0,90	0,90
Centre international	0,60	0,60
Total	1,50	1,50
3,00 francs-or		

3.4.2 Exploitation téléphonique semi-automatique internationale

Paliers de distance ^{a)}	Taxes de répartition			Taxes de perception			Coeffi- cient K
	Quote-part indépendante de la distance (en francs-or)	Quote-part fonction de la distance ^{a)} (en francs-or)	Total (en francs-or)	Quote-part indépendante de la distance (en francs-or)	Quote-part fonction de la distance ^{a)} (en francs-or)	Total (en francs-or)	
0 à 500 km	2,86 ^{b)}	0,80	3,66	3,03	0,84	3,87	1,06
500 à 1000 km	2,86	1,60	4,46	3,03	1,69	4,72	
1000 à 1500 km	2,86	2,40	5,26	3,03	2,54	5,57	
1500 à 2000 km	2,86	3,20	6,06	3,03	3,39	6,42	
2000 à 3000 km	2,86	4,80	7,66	3,03	5,09	8,12	
3000 à 4000 km	2,86	6,40	9,26	3,03	6,78	9,81	
> 4000 km (5000 km)	2,86	8,00	10,86	3,20	8,96	12,16	

a) Pour le calcul de la quote-part de répartition fonction de la distance, la distance maximale de chaque palier a été prise en considération.

b) Le calcul de cette quote-part s'effectue de la façon suivante:

	Pays d'origine	Pays de destination
Prolongement national	0,90	0,90
Centre international	0,60	0,46
Total	1,50	1,36
2,86 francs-or		

4 Tarification et rémunération des moyens utilisés en ce qui concerne le service téléphonique international assuré en Afrique par satellite

Certaines dispositions relatives à la tarification et à la rémunération des moyens utilisés en ce qui concerne le service téléphonique international assuré par satellite font l'objet de l'annexe D à la présente Recommandation.

5 Relations frontalières entre pays africains

Les conditions d'établissement et d'exploitation des relations frontalières sont essentiellement fonction de la structure des réseaux nationaux au voisinage des frontières. Ces conditions tendent à évoluer progressivement en raison notamment de l'automatisation des réseaux qui entraîne une automatisation des relations frontalières. La taxation dans ces relations est en conséquence de plus en plus soumise aux sujétions imposées par les équipements de taxation automatique utilisés. Dans ces conditions, les taxes de perception et de répartition à appliquer dans les relations frontalières sont à fixer par accord entre les Administrations intéressées.

Dans tous les cas où la situation le permet, il est souhaitable que les communications frontalières ne fassent pas l'objet d'échanges de comptes internationaux, les taxes étant intégralement conservées par l'Administration qui en a effectué la perception.

ANNEXE A

(à la Recommandation D.600 R)

Normes de tarification à appliquer en Afrique pour la détermination des quotes-parts de répartition en service téléphonique (rémunération par unité de trafic)

A – Quotes-parts applicables dans les *pays terminaux* par *minute* de conversation

Sens d'exploitation	Exploitation manuelle		Exploitation semi-automatique		Exploitation automatique	
	Transmission (par 100 km de circuit)	Centre international ^{a)}	Transmission (par 100 km de circuit)	Centre international ^{a)}	Transmission (par 100 km de circuit)	Centre international ^{a)}
Départ	17 centimes-or	60 centimes-or	16 centimes-or	60 centimes-or	16 centimes-or	46 centimes-or
Arrivée	17 centimes-or	60 centimes-or	16 centimes-or	46 centimes-or	16 centimes-or	46 centimes-or

B – Quotes-parts applicables dans les *pays de transit* par *minute* de conversation

Transit direct		Transit avec commutation			
Manuel	Automatique	Manuel		Automatique	
Transmission (par 100 km de circuit)	Transmission (par 100 km de circuit)	Transmission (par 100 km de circuit)	Centre international ^{a)}	Transmission (par 100 km de circuit)	Centre international ^{a)}
17 centimes-or	16 centimes-or	17 centimes-or	65 centimes-or	16 centimes-or	58 centimes-or

^{a)} Cette quote-part couvre les frais afférents aux équipements de transmission pour une extrémité en exploitation terminale, et pour deux extrémités en transit.

ANNEXE B

(à la Recommandation D.600 R)

Normes à appliquer en Afrique pour la rémunération des moyens de transmission mis à disposition entre Administrations dans un pays de transit direct
(rémunération sur une base forfaitaire)

Élément unitaire considéré	Moyens de transmission (partie «ligne»)
	Normes par 100 km et par an (en francs-or)
Groupe secondaire	120 000 ^{a)}
Groupe primaire	40 000 ^{a)}
Circuit téléphonique	4 000 ^{a)}

^{a)} Ces normes incluent, s'il y a lieu, toute utilisation d'équipements de modulation et de démodulation ou de filtres de transfert de bande, dans un pays de transit direct.

ANNEXE C

(à la Recommandation D.600 R)

Normes à appliquer en Afrique pour la rémunération des moyens mis à disposition entre Administrations dans un pays d'arrivée
(rémunération sur une base forfaitaire)

Élément unitaire considéré	Voie de transmission (partie «ligne»)	Centre international		Prolongement national	
		Exploitation		Exploitation	
	Par 100 km et par an	Manuelle	Automatique	Manuelle	Automatique
		Par an	Par an	Par an	Par an
Par circuit	4 000 francs-or				
Par groupe primaire	40 000 francs-or	$0,60^a) \times 35\,000^b) = 21\,000$ francs-or	$0,46^a) \times 40\,000^c) = 18\,400$ francs-or	$PN^d) \times 35\,000^b)$	$PN^d) \times 40\,000^c)$
Par groupe secondaire	120 000 francs-or				

- ^{a)} La part afférente à l'équipement terminal de transmission (une extrémité) est incluse dans les montants de 60 et 46 centimes-or.
- ^{b)} Nombre moyen en minutes de trafic acheminées par an et par circuit téléphonique international exploité manuellement.
- ^{c)} Nombre moyen en minutes de trafic acheminées par an et par circuit téléphonique international exploité semi-automatiquement ou automatiquement.
- ^{d)} PN représente le montant, par minute de conversation, de la quote-part à fixer par chaque Administration pour le prolongement des communications sur le territoire national.

ANNEXE D

(à la Recommandation D.600 R)

Tarification et rémunération des moyens utilisés en ce qui concerne le service téléphonique international assuré en Afrique par satellite

D.1 *Tarification*

Contrairement à ce qui peut être constaté pour les relations assurées par circuits terrestres, le facteur «distance» n'affecte que très faiblement les coûts des moyens utilisés pour la réalisation de liaisons par satellite. Néanmoins, il est la plupart du temps souhaitable, pour des raisons diverses (uniformité des tarifs quel que soit le moyen de transmission utilisé, notion du service rendu, raisons politiques, etc.), d'établir dans les relations assurées par l'intermédiaire de ces moyens de transmission un système de tarification fonction de la distance, c'est-à-dire d'appliquer le même barème des taxes de perception que celui prévu dans les relations assurées par les systèmes de transmission terrestres.

D.2 *Rémunération des moyens*

D.2.1 *Liaisons reliant directement les pays terminaux*

En cas d'utilisation de circuits par satellite, la rémunération des moyens mis à disposition dans le pays de destination peut se faire, conformément à la Recommandation D.150, par application de la méthode:

- soit de division des recettes de répartition,
- soit de rémunération par unité de trafic.

D.2.1.1 *Méthode de division des recettes de répartition*

Dans le cas où il est fait application de la méthode de division des recettes de répartition, il est généralement admis de partager ces recettes par moitié, indépendamment du mode d'exploitation utilisé.

D.2.1.2 *Méthode de rémunération par unité de trafic*

Dans le cas où il est fait application de la méthode de rémunération par unité de trafic, la quote-part de répartition pourrait dans un premier stade être fixée comme il est indiqué ci-après; toutefois, cette quote-part constitue un plafond que les Administrations s'engagent à ne pas dépasser:

- quote-part par minute: 4 francs-or.

Cette quote-part couvre uniquement le parcours entre le satellite et le centre international (à l'exclusion de ce centre). A cette quote-part, il convient donc d'ajouter les quotes-parts afférentes au centre international et au prolongement national telles qu'elles sont fixées dans le § 2 de la présente Recommandation.

La quote-part de 4 francs-or par minute mentionnée ci-dessus a été calculée dans l'hypothèse où la station terrienne assure la constitution de 60 circuits écoulant chacun en moyenne 40 000 minutes de communications par an. Dans cette même hypothèse, le coût du secteur spatial (1/2 circuit) a été fixé à 15 000 francs-or par an.

D.2.2 *Liaisons assurées en transit*

D.2.2.1 *Liaison directe par satellite établie en transit via une station terrienne dans un pays tiers*

L'Administration exploitant la station terrienne dans le pays tiers est rémunérée sur la base de la rémunération forfaitaire. Cette rémunération pourrait être fixée dans un premier stade à 70 000 francs-or par an et par circuit. Elle constitue toutefois un plafond que les Administrations s'engagent à ne pas dépasser.

Ce montant couvre à la fois les frais de la station terrienne (à l'exclusion du secteur spatial) et du prolongement jusqu'au centre international de ce pays. Il a été établi dans l'hypothèse où la station terrienne assure la constitution de 60 circuits.

D.2.2.2 *Liaison assurée en transit avec commutation*

La rémunération du pays assurant le transit avec commutation et du pays de destination peut s'effectuer soit par la méthode de division des recettes de répartition selon une clé convenue, soit par la méthode de rémunération par unité de trafic. Dans ce dernier cas, les quotes-parts à prendre en considération sont celles qui figurent dans la présente annexe et dans la Recommandation à laquelle elle est jointe.

SÉRIES DES RECOMMANDATIONS UIT-T

Série A	Organisation du travail de l'UIT-T
Série B	Moyens d'expression: définitions, symboles, classification
Série C	Statistiques générales des télécommunications
Série D	Principes généraux de tarification
Série E	Exploitation générale du réseau, service téléphonique, exploitation des services et facteurs humains
Série F	Services de télécommunication non téléphoniques
Série G	Systèmes et supports de transmission, systèmes et réseaux numériques
Série H	Systèmes audiovisuels et multimédias
Série I	Réseau numérique à intégration de services
Série J	Transmission des signaux radiophoniques, télévisuels et autres signaux multimédias
Série K	Protection contre les perturbations
Série L	Construction, installation et protection des câbles et autres éléments des installations extérieures
Série M	RGT et maintenance des réseaux: systèmes de transmission, de télégraphie, de télécopie, circuits téléphoniques et circuits loués internationaux
Série N	Maintenance: circuits internationaux de transmission radiophonique et télévisuelle
Série O	Spécifications des appareils de mesure
Série P	Qualité de transmission téléphonique, installations téléphoniques et réseaux locaux
Série Q	Commutation et signalisation
Série R	Transmission télégraphique
Série S	Equipements terminaux de télégraphie
Série T	Terminaux des services télématiques
Série U	Commutation télégraphique
Série V	Communications de données sur le réseau téléphonique
Série X	Réseaux de données et communication entre systèmes ouverts
Série Y	Infrastructure mondiale de l'information et protocole Internet
Série Z	Langages et aspects informatiques généraux des systèmes de télécommunication